

M. Kissinger et le président Nixon ont tous deux manifesté du mécontentement, mais cela ne veut pas dire qu'ils aient abandonné le principe énoncé par M. Kissinger au cours de sa réunion avec les journalistes après la Conférence, selon lequel «les États-Unis considèrent les relations atlantiques comme le pivot de leur politique étrangère».

Inquiétude quant à l'Europe

Les États-Unis craignent maintenant une initiative européenne visant à négocier directement et en bloc avec les producteurs arabes de pétrole, bien que M. Kissinger ait admis cette possibilité pendant la conférence sans alors s'y opposer. Il doit pourtant savoir qu'à longue échéance la portée d'une telle démarche serait limitée par l'énorme puissance économique et stratégique des États-Unis, tant en Europe qu'au Moyen-Orient. De fait, toute conférence des pays consommateurs et producteurs semble une possibilité assez éloignée, en dépit de l'optimisme dont a fait preuve M. Kissinger en proposant la date limite du 1er mai.

Il y a eu d'autres développements aussi, bien qu'il soit difficile de juger dans quelle mesure la Conférence de Washington en est responsable. M. Sharp pour sa part a affirmé: «Je ne vois pas comment la nature de ces problèmes aurait pu retenir l'attention mondiale sans une conférence de ce genre». L'expression peut paraître exagérée, mais il n'en reste pas moins que les désaccords avec la France au cours de la réunion ont servi à démontrer aux Arabes qu'ils ne s'affrontaient pas précisément à une forte coalition; et cela eut pour effet d'empêcher une situation particulièrement délicate de se polariser. Les Arabes ont conservé leur flexibilité, mais on observe chez eux les signes d'une attitude plus réfléchie que celle qui a marqué leurs décisions dans le passé.

L'événement majeur a été la levée de l'embargo arabe contre les États-Unis

le 19 mars, bien qu'on l'ait annoncée comme mesure conditionnelle et temporaire. Toutefois, elle s'est accompagnée presque aussitôt d'une proposition de l'Arabie Saoudite, le plus grand producteur de pétrole, relativement à un accroissement de la production, ce qui devrait entraîner une baisse éventuelle des prix mondiaux.

Les producteurs arabes font exécuter aussi une série d'études sur la fixation des prix et ses effets sur l'économie mondiale. Leur politique future se fondera peut-être sur les conclusions de ces études comme sur le progrès des négociations visant à un règlement de la situation au Moyen-Orient, bien qu'il s'agisse là d'une perspective à long terme.

Il convient également de noter les progrès réalisés par la Banque mondiale, le FMI et l'OCDE qui s'efforcent de remédier de façon positive aux conséquences économiques inquiétantes de la hausse des prix pour les pays insuffisamment développés. L'Iran a donné l'exemple aux autres producteurs de pétrole en offrant de mettre un milliard de dollars à la disposition de ces institutions financières.

On peut soutenir que les choses auraient progressé rapidement sans la Conférence de Washington, les institutions en cause s'étant déjà mises à l'œuvre. Cependant, elles n'auraient peut-être pas agi aussi vite ou de façon aussi décisive, si la rencontre de Washington n'avait pas produit une telle explosion de craintes et de rivalités nationales.

Il plane encore évidemment beaucoup d'incertitude à l'endroit des deux grands problèmes que la Conférence n'a pas abordés, soit le prix du pétrole et son approvisionnement. Mais au moins la Conférence de l'énergie n'a pas empiré les choses, même si elle a de toute évidence attisé la situation en Europe. Se pourrait-il que, grâce à elle, l'«Année de l'Europe» qu'on avait consignée aux oubliettes devienne enfin une réalité?

Renvoi

Pour plus de détails sur la politique de collaboration que poursuit le Canada en vue de rétablir la situation économique mondiale durement éprouvée par la crise de l'énergie, entre autres, on aura intérêt à prendre connaissance de la déclaration

faite par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, lors de la récente session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'article en question se trouve à la page 50 du présent numéro de *Perspectives internationales*.